



GAZETTE DU JOUR.

FRANÇAIS, de grands évènements se préparent; je suis, en Vedette : tout ce que je vois, tout ce que j'entends, sur le champ, je vous en instruis; ce que vous découvrirez, ce que vous apprendrez, faites-le moi savoir, je le publie sur l'heure.

Du Vendredi 5 Juillet 1793.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

De Varsovie, le 24 juin. — Le sentiment de complicité qui devoit resserrer les liens de Frédéric et de Catherine, n'empêche cependant pas la méfiance de cette dernière, qui craint le projet du ministre prussien Stuené, qui est d'établir une flotte prussienne dans la Baltique, à Dantzick, et dans les autres ports. Ces méfiances commencent à prendre de la consistance. Les mésintelligences entre les souverains deviennent de jour en jour plus fortes; leurs cabinets sont déroutés.

De la Haye, le 15 juin. — Lundi, mardi et mercredi, l'on a chargé à Anvers, pour le camp de Valenciennes, des boulets et de la poudre sur plus de 700 chariots de paysans. La majeure partie de ces munitions a été tirée de nos arsenaux.

Quatre cent trente pièces de différent calibre seront employées au siège de Valenciennes; mais il est à remarquer que la place a 380 pièces de grosse artillerie, et que la garnison est de près de 20,000 hommes.

Les chasseurs d'Anspach qui, le 8, avoient eu affaire à 500 Français, qu'ils repoussèrent furent attaqués le 10, à 4 heures et demie du

matin, par un corps plus fort, qui avoit deux pièces de canon. Ce corps étoit composé de cavalerie et d'infanterie, et venoit du côté de Lille. Ses efforts ont été rompus, et il s'est retiré laissant beaucoup de morts sur la place.

FRANCE.

De Perpignan, le 24 juin. — De Perpignan même, nous entendons, nous voyons Bellegarde sans cesse environné de bruits, de feu, de fumée et d'éclairs. Cependant les camps de l'armée espagnole ne se sont pas encore approchés de Perpignan, comme ils sembloient s'y préparer.

Notre armée vient de se purger de tous les soldats d'un mois, et autres embarras semblables, pour être bientôt enrichie de troupes solides et disciplinées, « qu'enfin, le comité de salut-public et le pouvoir exécutif veulent bien nous envoyer. » L'infatigable zèle du général Barbantane perfectionne tous les jours l'organisation de notre camp. Il a établi des tentes au centre de la division. Là se réunissent, pendant plusieurs heures de la journée, les généraux, les officiers supérieurs de tous les bataillons: là sont concertées toutes les mesures de police militaire; de-là sont nés le rétablissement de la discipline, l'amour de l'instruction, et tout

ce qui peut enfin bien préparer les défenseurs de la patrie à se battre et à vaincre.

Il se fait de tems à autre quelques escarmouches entre nos troupes et les Espagnols. Le 20, deux cents miquelets, du cantonnement de Thuir, sortirent sous les ordres des capitaines Comailh, Alimand et Routié, Goyer-Lafontaine, commandant en chef; celui-ci voyant l'ennemi, se présenta, et le croyant peut-être en force trop supérieure, ordonna au détachement de s'arrêter. L'avant-garde n'entend point l'ordre et s'avance. Non loin de Fourques, le soldat français voit un troupeau escorté par une patrouille espagnole; un petit combat s'engage, et le troupeau est au pouvoir de nos miquelets; mais tout-à-coup paroît un gros corps d'armée ennemie; nos gens peu secondés par leurs frères d'armes demeurés trop en arrière, se battent en retraite; ils le font cependant de manière qu'ils amènent la prise avec eux.

Nos miquelets sont demeurés maîtres d'un troupeau de 700 brebis ou chèvres, de 6 bœufs, de 94 cochons et de deux personnes suspectes, Joseph Carbasse et Martin Estève de Tordères.

Avant-hier une petite expédition fut tentée du côté d'Elme; nos républicains brûloient de se battre; leur bouillante ardeur les porte un peu trop en avant; ils furent surpris par un ennemi trop supérieur, et mis en déroute; plusieurs de nos miquelets ont été tués ou blessés. Les représentans du peuple nouvellement arrivés à Perpignan, étoient-là en observation, avec une très-forte escorte de cavalerie; mais ils ne crurent pas qu'il fût prudent de se compromettre dans une affaire de peu d'importance.

De Cambrai. — Extrait d'une lettre du général Custines.

Il a été mandé d'Angleterre l'arrivée de 12 mille Russes partis par mer de Pétersbourg. On les dit en ce moment à Quiévrain. Cette comparaison subite, complète la coalition des tyrans de l'Europe; mais ces féroces soldats venus du Nord n'écrasent pas de braves républicains, qui sauront les détruire s'ils ne peuvent les faire reculer.

De Luçon, le 29 juin. — L'ennemi s'avance sur notre ville; nos troupes se sont rangées en bataille, et la canonade ayant commencé des

deux côtés, Sandos reçut bientôt deux ordonnances par lesquels on l'avertissoit que les rebelles déployoient leurs ailes pour l'envelopper et cerner notre petite armée. Sandos a ordonné alors la retraite, et lorsqu'il fut couvert par les flancs, il a fait halte, nos troupes ont foncé, et la déroute de l'ennemi a été complète; nous lui avons tué trois cents hommes, pris un canon et son caisson. L'ennemi a été poursuivi jusqu'à la nuit.

Du camp de Ste. Anne, le 29 Juin. Chaque jour voit ajouter un nouveau degré à la gloire de nos armées. Le feu du patriotisme, l'enthousiasme de la liberté entretiennent le courage de nos guerriers. Ils viennent de remporter un succès assez considérable sur les Espagnols. Ils leur ont enlevé deux camps, et les ont forcés d'abandonner le territoire de la république. Ils ont fui avec tant de précipitation, qu'on a trouvé dans leur camp un enfant de 6 mois. La frayeur avoit éclipse la nature. Nous avons fait 13 prisonniers, et nous n'avons perdu que 4 hommes.

Paris. — Les observateurs des mouvemens politiques qui ébranlent aujourd'hui si fortement la France, portent particulièrement leur attention sur la Normandie. La réussite de ce grand projet, opereroit nécessairement un très-grand changement. Il n'est guère possible d'en prévoir le résultat.

L'état violent où nous ont mis le choc de toutes les passions, l'attachement opiniâtre à son opinion particulière, le sordide intérêt et le vil égoïsme, ne peut être de longue durée. On s'attend à voir sous peu une explosion très-vive.

La marche des départemens belionnaires sur Paris commence à y jeter quelques inquiétudes; ils crient cependant *l'unité et l'indivisibilité de la République*; il en est même qui ont reçu la constitution avec joie; ils paroissent vouloir parvenir au même but; toutes fois il est difficile de connoître et d'expliquer ce contraste frappant.

On attend beaucoup des grandes et sages mesures que prendra la convention à cet égard: ces diverses adresses aux Français ont déjà produit les plus heureux effets; la raison, le véritable amour de la patrie ont triomphé, et plus d'un département a reconnu son erreur. Quelques uns pensent que cette coalition si terrible en appa-

rence, ne servira qu'à consolider la tranquillité publique, et se terminera par une confédération universelle, qui, en réunissant les esprits et les cœurs, doit assurer à jamais le bonheur et la prospérité française.

§ On assure qu'il est très-sérieusement question de paix, et que le prince de Cobourg a envoyé à la convention un allemand, Madré, chargé de présenter les propositions préliminaires. Les puissances coalisées offrent de reconnoître la république française, à la charge par la convention de nommer le fils de Marie-Antoinette, doge de la république, de révoquer le décret de proscription contre les émigrés, et de les réintégrer dans la possession de leurs biens. On sent bien que ces deux propositions ne peuvent guères souffrir de difficultés, et qu'alors tout le reste allant de suite, on peut regarder la paix comme déjà signée.

§ La majorité des sections a accepté la constitution : quelques uns s'étonnent qu'elle soit terminée si promptement, mais il y avoit un argument bien simple, et qui n'est échappé à personne : La constitution de 89 étoit *feuillantine*, elle ne valoit rien et n'a pas duré; celle de Condorcet étoit *brissotine*, elle n'a pu venir à bien; celle qu'on nous présente aujourd'hui, est *populaire, républicaine*, elle doit faire notre bonheur.

§ Une lettre adressée au comité de salut public, annonce que Damourier a été très-mal reçu en Angleterre, et qu'il a été obligé de se cacher pour ne pas être mis en pièces par les émigrés.

§ Un homme qui voit tout en noir, disoit dans une société : nous sommes perdus; il y a des gens qui vendent la France. — Laissez-les faire, dit froidement un négociant; la spéculation n'est pas mauvaise s'ils se font payer d'avance, car ils ne la livreront pas.

§ Un canonier qui avoit insulté un commissaire en fonctions, a été condamné au carcan et à 4 années de fer. Le patient figuroit déjà publiquement dans la place de Grève, lorsqu'un attroupement de femmes l'a attaché des mains de l'exécuteur, en lui disant : *Comarade, en vertu de notre Souveraineté femelle, TU ES LIBRE*. Personne ne s'est opposé à cet acte

d'autorité; le délinquant et ses libératrices ont été déjeûner très-paisiblement dans un cabaret voisin.

§ Les députés détenus n'auront pas à se plaindre des égards qu'a pour eux la convention ils vont être enfermés au Luxembourg. On travaille à embellir leur prison, et surtout à la rendre sûre, précaution assez sage, vu l'humeur volatile des représentans Brissotins.

CONVENTION NATIONALE

[PRÉSIDENT DE THURIOT]

Suite de la séance du Mercredi 3 Juillet.

Des députés de Passy, petite ville du département de l'Eure : « Citoyens représentans, les dangers nous pressent : les rebelles du Calvados marchent, et déjà ils se sont rendus maîtres de plusieurs postes importans : notre ville va tomber en leur pouvoir; songez représentans qu'ils sont 33 mille et qu'ils ne sont qu'à 16 lieues de Paris, et qu'ils se proposent de franchir en hâte cette espace : ne différez plus d'arrêter ce torrent qui menace de vous entraîner ». Les députés de la commune de Vernon : « Représentans, Passy demande des secours; le tocsin sonne, et Vernon, cette commune fidèle, se se dispose à la secourir; mais citoyens, nous avons à nous plaindre de la négligence du comité de salut public : il nous avoit promis des troupes; il a oublié de nous les envoyer; veut-il donc nous punir de notre fidélité, et quand nous exposons nos vies et nos propriétés, le ferons-nous inutilement, pour le salut de la république; chaque moment ajoute aux dangers, et cependant nous restons sans défense ». Coutton : « J'observe que le comité de salut public a pris hier les mesures que les pétitionnaires réclament ». (Hommes de la séance.)

St. André propose de charger les commissaires de la convention, qui sont dans le département de la Seine-inférieure d'envoyer des secours, puisque ce département est demeuré fidèle. On adopte sa proposition.

Les écoliers des différens collèges de Paris demandent à aller secourir leurs frères dans la Vendée, et renoncent aux prix auxquels ils ont droit de prétendre. Le président les félicite; les admet à la séance, et Charles Lacroix fait décréter qu'il leur sera distribué, au lieu de livres,

des couronnes républicaines, c'est-à-dire des couronnes de chêne. Couthon y ajoute un exemplaire de la constitution.

Séance du Jeudi 4 Juillet.

Une lettre écrite par le général Biron, annonce que Westermann, à la tête de 2,400 hommes, a marché sur Parthenay. Les brigands qui étoient au nombre de 10,000 hommes, ont pris la fuite à la nouvelle de son arrivée, et ont évacué cette ville.

Il y a eu une autre affaire aux Sables, dont on ne sait pas encore le résultat. Tout fait espérer qu'elle a été heureuse, l'expédition étant confiée à des généraux accoutumés à la victoire.

Lyon est absolument en état de rébellion, l'aristocratie y lève une tête audacieuse. Les persécutions inouïes qu'y éprouvent les patriotes ont provoqué contre cette ville rebelle un décret qui rend les autorités publiques responsables des atteintes qui pourroient être portées à la sûreté des citoyens arrêtés ou relâchés à la suite des événements qui ont eu lieu le vingt-neuf mai dernier.

Les hommes libres composant la société populaire d'Argenton, font passer à la convention copie d'une circulaire qu'il ont envoyée à tous les départemens insurgés qui se coalisent pour faire marcher une force armée contre Paris.

Il les invitent à la paix, à l'union et à la concorde, à se joindre à eux pour exterminer les ennemis de la république.

Si vous vous réunissez, disent-ils, pour marcher sur Paris, nous vous déclarons que nous irons au-devant de vous, vous porter des paroles de paix, et le baiser fraternel, mais si vous persistez, nous vous déclarons qu'avant de passer, vous nous percerez le sein et que nous vous combattrons jusqu'à la mort.

Un membre attribue à l'indifférence et à l'inertie du comité du salut public, les progrès des départemens insurgés. Il fait voir que si ce

comité eût voulu soutenir l'énergie de plusieurs communes du département de l'Eure, il ne resteroit plus aux révoltés qui ont encore quelque crédit dans ces contrées, que la honte d'avoir conçu leurs projets.

Les rebelles de la Vendée, dit l'évêque d'Evreux, viennent clandestinement grossir l'armée du Calvados.

Billaud-Varennes fait lecture de l'arrêté pris le 25 par le département de la Drôme.

L'assemblée a arrêté à l'unanimité les articles ci-après.

1°. L'assemblée déclare que la convention nationale est le centre d'unité, et le seul point de ralliement de tous les Français.

2°. Elle déclare que les membres composant actuellement la convention, méritent la confiance du peuple.

3°. Elle reconnoît que les sociétés populaires ont essentiellement contribué au succès de la révolution, et que de leur conservation dépend celle de la liberté et de l'égalité.

4°. Elle déclare qu'elle voue à la vengeance publique tous corps, communes ou sections qui voudroient usurper une autorité attentatoire à la souveraineté du peuple.

5°. Elle déclare qu'elle voue à l'exécration publique tous provocateurs au meurtre, au pillage, au fédéralisme, à l'anarchie, à la guerre civile et à tout gouvernement destructif de l'unité et de l'indivisibilité de la république.

6°. Elle déclare attendre avec impatience l'époque heureuse du 10 août, pour porter de concert avec les fédérés des autres départemens, le baiser de fraternité aux parisiens républicains, et présenter à l'assemblée conventionnelle, l'hommage mérité de sa reconnaissance.

Les mères, femmes et filles des défenseurs de la république qui combattent les satellites des rois et les hordes de fanatiques, viennent féliciter la convention d'avoir fait une constitution fondée sur la liberté et l'égalité.

On souscrit à Paris au bureau de ce journal boulevard de la porte Saint-Martin, à celle Saint-Denis N°. 3. Le prix de l'abonnement de ce papier nouvelle, le moins cher de tous est de 28 livres 10 sols pour l'année 15 liv. pour six mois 7 livres 10 sols pour trois mois. et pour deux mois en envoyant un assignat de cent sols.